

## Commissions : le flou dissipé P. 4 et 5

Par : l'Équipe de  
PerSPECQUETives



## Plénière illustrée P. 7

Par : Marie-Alexandre  
Boutet-Talbot et  
Mahafidhou Issihaka



# Perspecquetives

UN JOUR AU COEUR DE LA SIMULATION

MARDI, 09 AOÛT 2011

VOL. 14 NUM. 2

## La SPECQUE démarre en Lion

JULIA KORBIK

«Have fun, enjoy yourself», de dire de nombreux partenaires ou notables partisans de la SPECQUE, lors de la soirée d'ouverture de la simulation du parlement européen Canada-Québec-Union Européenne. Après une première journée en plénière, force est de constater que les eurodéputés n'ont pas attendu leur énoncé pour suivre leur bienveillante recommandation

Après un jour de vifs débats pendant la séance plénière, l'heure de la fête était venue hier soir. Le lieu : le Grand Théâtre de Luxembourg, où les specquois évoluaient sous les lustres, verre de mousseux à la main. Les intervenants : à part les participants de la SPECQUE 2011 plusieurs supporteurs et partenaires étaient venus pour transmettre leurs mots de salutation. Chloé Lehmann, Présidente du Conseil

Exécutif était la première à exprimer son bonheur de voir les participants à la simulation pour la soirée d'ouverture de la 14<sup>e</sup> SPECQUE : «Cette année plus de 20 nationalités sont présentes la parité canado-européenne est presque parfaitement respectée, avec 60% d'européens.»

Une réussite à court, moyen et à long-terme

Fabiana Bartolozzi, représentante du Conseil Communal de la ville de Luxembourg, estimait qu'il est «important de comprendre les cultures des autres pays et de comprendre les autres». Pour elle il n'y avait aucun doute : la SPECQUE reste une occasion exceptionnelle d'échange culturel - y compris pour l'échange des cultures politiques.

Christos Sirros, délégué général du Québec à Bruxelles était déjà intervenu pendant la séance plénière. Il



SPECQUOIS ans l'ambiance du grand théâtre, mousseux à la main.

Par : Marie-Alexandra Boutet-Talbot.

soulignait l'importance des relations canadien-européenne - et en tant que Canadien francophone, la SPECQUE constate une occasion excellente de «promotion de la langue française». Suite à son intervention Monsieur Sirros était fêté comme un véritable star : il y avait une queue d'attente des personnes avides de parler avec lui ou de prendre au moins une photo en sa compagnie.

Cliff Hever, responsable du Programme Jeunesse en Action de la Commission Européenne au sein de l'agence nationale du Service National de la Jeunesse soulignait que les préjugés typiques que Platon lui-même entretenait : «Notre jeunesse est mal élevée, ils sont tous simplement mauvais» - ne sont pas pertinents. «Moi je vois beaucoup de jeunes motivés». Hever encoura-

geait les participants de la SPECQUE à poursuivre leur voie et en particulier de «Have fun, enjoy yourselves».

Pour lui, déjà, la SPECQUE est une réussite puisqu'un grand nombre de jeunes participant à la simulation 2011. À moyen et à long-terme, les participants acquerront des capacités utiles concernant leur futur travail.

Après ces mots chaleureux des intervenants, on passait au restaurant Glacis by Wengé où un buffet de finger food attendait les Specquois. C'était l'occasion de discuter des événements du jour, des luttes au sein du Parlement, des inquiétudes avant de prendre la parole devant le Parlement. Et les groupes politiques si importants pendant la journée? On s'en foutait.



Un discours attendu. Par : Mahafidhou Issihaka

# Zoom sur le NGL/GUE

PAULINE MOLLARD

Aujourd'hui, la Série G s'attaque au groupe de la Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique (GUE/NGL) dont le chef de groupe est Hugo Coldeboeuf

Ce parti de gauche est constitué de groupes politiques multiples (communistes, écologistes, socialistes). Il se compose de 15 députés dont le chef du groupe, Hugo Coldeboeuf qui nous a livré quelques renseignements.

Pour Hugo, le confédéralisme correspond au « respect de la diversité des identités et opinions individuelles ». Pour son groupe, l'Union Européenne doit devenir le projet de tous ses citoyens et ne peut se cantonner à être le projet des élites européennes. Le groupe GUE estime avoir l'honneur de porter la voix des peuples d'Europe au Parlement européen. Ainsi, ils s'affichent comme « les yeux et la voix de tous les indignados » qui ont pour objectif de faire émerger une nouvelle politique. Avec pour slogan « Pour une Europe sociale, solidaire et écolo-



La Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique et quelques uns de ses membres, en plénière .

Par Marie-Alexandre Boutet-Talbot

gie », il apparaît, au terme de la première journée, vif, soudé et avec une ligne politique cohérente et forte. Première idée forte, ce groupe refuse l'idéologie libérale car elle semble, à ses yeux, incapable de fournir une voie de réconciliation de l'individu avec ses semblables.

Ce groupe confédéral a pour fi-

gures de proue des personnalités diverses dont le très célèbre Karl Marx, l'orateur et parlementaire socialiste Jean Jaurès ou encore Louise Michel, militante révolutionnaire et libertaire française.

Dès le premier jour, Hugo a tenu à souligner la « belle convergence des partis de gauche ». Cette constatation positive rejoint sa ligne de conduite qui s'érige autour de trois mots : « Détermination, solidarité et bonne humeur » ! Le chef de cette alliance de différents partis est heureux de partager sa ligne avec des eurodéputés ayant réellement à cœur le projet européen. Il décrit avec fierté le groupe de la façon suivante : « ils sont intelligents, beaux, et merveilleux, en bref, des vrais communistes ».

Le chef de groupe est donc content de l'ensemble de son groupe qui joue « bien son rôle ». Il salut tout particulièrement la performance des eurodéputés dont le français n'est pas la première langue. En effet, félicitations à nos orateurs étrangers

pour leur courage, leur maîtrise du français et leurs belles prestations. Enfin, n'oublions que la plupart des eurodéputés de la GUE sont des nouveaux specquois qui, malgré leur manque d'expérience, ont su s'affirmer activement dans les débats ! Ceci présage des débats futurs très prometteurs et une belle semaine en perspective...

« Malgré la tendance de la présidence à nous rappeler à l'ordre pour des raisons esthétiques, nous continuerons tout au long de la SPECQUE à arborer fièrement nos couleurs et nos convictions, rien n'arrête l'histoire en marche ! La GUE est la voix du peuple, le peuple adviendra ! », s'exclame fièrement ce chef de groupe très déterminé.

Au delà des mots, nous avons pu remarquer que ce groupe a cherché à rendre visible son engagement politique. Reste à voir, comment vont-ils se démarquer visuellement dans les jours à venir...une question à suivre, de très près !



Le chef de groupe Hugo Coldeboeuf et son brassard rouge

Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

# S & D, Solidaires et déterminés?

CLÉMENCE HALLÉ

Séverine Bats a pris la parole hier matin au cours de l'Assemblée plénière avec des insinuations impertinentes contre le journal *PerSPECQUETives*. Nos lecteurs savent pourtant notre indépendance politique. Aujourd'hui, Série G, autrement dit Série de Groupes, s'intéressera donc à la gauche, notamment les S&D et sa chef effrontée.

L'alliance progressiste des Socialistes et Démocrates représente le second groupe politique le plus important, en termes numérique, et semble avoir mis en place une dynamique solide entre ses membres. Cette union solidaire « européenne de cœur et d'esprit » nous a dit préférer les citoyens bien vivants à Feu nos pères fondateurs, et oriente sa ligne politique sur le consensus afin de « construire ensemble l'Europe de demain ». Le parti conçoit une Union ouvrant la voie au reste du monde à travers une maxime notamment, « pas de problèmes, que des solutions », qui fait doucement rire Violette Grac-Aubert.

« Mais Violette, nous on l'aime ! » scande malicieusement Séverine Bats. Dans l'hémicycle, les politiques se polarisent, et entre voisins d'en face, les réparties fusent. *PerSPECQUETives* a cru entendre les S&D dire du PPE qu'ils laissent trop de place à l'extrême droite, ont de belles paroles sans fond et ne disent pas grand-chose. « On nous accuse, mais nous au moins on propose. On a énormément travaillé les textes et presque tout le monde a parlé en assemblée » déclare un des membres, avant de regrouper ses troupes à huis clos afin d'établir la « stratégie presse » du groupe. Le journal, un peu vexé, a tout de même mené son enquête : le rassemblement informel traitait en fait de l'organisation des motions d'ordre clamées hier en fin d'après-midi. En tous cas, Aurélie Debru est une rapporteuse de la Commission IMCO enchantée par son groupe. « Il me soutient à 1000%, ce qui n'a pas toujours été le cas à la SPECQUE. Lorsqu'un parti n'est pas en accord avec un rapporteur-membre, ce dernier est plongé dans une



À gauche de la chambre, se parant de rouge dès que possible, les membres du groupe S & D.  
Par Marie-Alexandre Boutet-Talbot

profonde solitude ». Le rapporteur fictif des S&D a en effet salué les textes portant sur l'espace maritime européen, et s'accorde avec le principe de coordination représenté par le réseau de guichets uniques, les perspectives durables et les politiques socio-économiques du projet de rapport.

Séverine Bats sera intransigeante sur certaines questions soulevées dans les débats. Si elle a tenté de rallier à une ligne plus consensuelle ses membres aux opinions ardentes, elle ne « lâchera pas » la taxe européenne globale notamment. A partir de cette « idée brillante », elle propose également de taxer les profits des grandes entreprises, ou encore le secteur aérien pour générer des bénéfices sur le kérosène consommé. Une conciliation entre budgets et environne-

ment qui serait pour d'autres « sortie du chapeau ».

En outre, la chef de groupe considère que la communication d'Anne-Christine Poulain a « posé une ambiance glaciale sur l'Arctique », et son rapporteur fictif appelle à un dépassement des intérêts nationaux, une exploitation des ressources énergétiques durable, une préoccupation sur les intérêts économiques et sociaux des communautés autochtones lorsqu'il traite du sujet. Mme Bats conçoit encore les soucis juridiques soulevant les ardeurs du côté de la Commission AFET comme des questions techniques et complexes qu'il serait souhaitable d'éclairer, afin d'espérer une mise en place d'un Parquet compétent en matière de terrorisme.

Ainsi les S&D sont-ils un parti déterminé suivant « les bonnes idéologies » plutôt qu'un groupe fort au sens polémique du terme et représentent une gauche consensuelle. Ils créent des alliances ponctuelles avec les Verts, l'ADLE, « on peut rêver du PPE ! », rit toutefois Séverine Bats. Quant au GUE, la convergence et forte, l'alliance est nocturne : « on verra après les commissions parlementaires, si elles peuvent mener à de véritables accords et consacrer une alliance avec eux ». Aurélie Debru a finalement voulu que *PerSPECQUETives* vive l'engagement politique à gauche de l'hémicycle à la couleur rouge de son dress code. Ces symboles vestimentaires, que certaines autorités morales caractérisent de « fétichisme lié à un traumatisme », n'existent pas en face, souligne-t-elle.

# LES COMMISSIONS EN LUMIÈRE

## Commerce maritime

CLÉMENCE HALLÉ

Votre discours d'hier matin en Assemblée plénière a permis aux Eurodéputés de se mettre dans la situation de Nikos, employeur hésitant entre différents modes de transport pour convoier ses marchandises en Europe. Pensez-vous que cela peut préciser le débat ?

Perrine Gaston (souriante) : Oui, d'abord pour capter l'attention dans la salle, ensuite pour que les Eurodéputés prennent pleinement conscience que le développement du transport maritime à l'échelle européenne favorise aussi les citoyens.

**Vous dites que « la proposition de directive traite du commerce maritime essentiellement. L'organisation du commerce maritime et son futur développement sont déjà complexes, il ne faut pas se disperser ». Que préconisez-vous sur l'importance à accorder aux objectifs environnementaux, sociaux et de sécurité présentés ?**

PG : L'objectif premier du texte est la promotion du commerce dans l'espace maritime en abaissant les frontières. Il faut aboutir le marché intérieur de l'UE. La deuxième ligne de fond est de concilier le développement de ce commerce avec l'environnement, sans toutefois accompagner excessivement les États comme le propose Aurélia. La Responsabilité Sociale des Entreprises est aussi un objet important du débat.

Il pousse les entreprises à une initiative volontaire. Les entrepreneurs dans l'espace maritime intra-européen sont invités à développer un management social et environnemental, à l'image d'un modèle avancé européen. L'UE les encourage ici à se détacher de la seule maximisation du profit. En revanche, les textes du Parquet Erika I, II et III indiquent déjà les politiques de l'UE dans les domaines de prévention et surveillance des domaines du maritime. Ce n'est pas mon rôle de les modifier ou les critiquer, simplement de les adapter à la directive.

**Vous avez été qualifiée de « rêveuse » hier matin. Que pensez-vous de la proposition de créer un Fonds Côtier et Insulaire Européen (FCIE) pour vaincre ces rêveries ?**

PG : Aurélia me voit rêveuse car je n'ai pas mis en place un mode de financement. En ajoutant le FCIE, elle fait passer le texte de la droite vers la gauche. Je vais tout de même rester sur une politique de suppression, le Fonds ne symbolise pas le projet.

**Etes-vous personnellement satisfaite des débats de ce matin ?**

PG : Oui, mis à part avec la question du pavillon européen. C'est une réforme majeure, la question ne doit pas être traitée accessoirement en créant un chapitre dans la proposition de directive mais nécessite d'être supportée par un texte intégral.

**Les groupes politiques soutiennent presque tous votre proposition de directive et les ajouts de la rapporteuse. Le GUE souhaite cependant insérer la situation des femmes dans métiers « gens de mer ». Quelle est votre position sur ce sujet ?**

PG : C'est légitime, mais Aurélia a précisé que « gens de mer » comportent hommes et femmes en même temps. Je n'aime pas ces questions de quotas, il faut certes que les femmes accèdent à ces métiers mais de leur propre volonté.

**Seul l'ELD prononce des oppositions au projet. Qu'il soit qualifié de Big Brother maritime, ça vous révolte ?**

PG : C'est cohérent que la plupart des groupes s'accordent aux grandes lignes de la directive. L'ELD sont peu nombreux et ne me font pas peur. Cependant, quand j'ai lu rapport le rapport d'Aurélia, j'ai eu la même réaction que la chef de groupe de l'ELD vis-à-vis de l'efficacité des guichets uniques. Je pense que les États peuvent avoir une marge de manœuvre sans être obligés de rendre des comptes à la Commission.

## Terrorisme

JULIA KORBİK

Dire que le sujet du terrorisme soit « controversé » serait un euphémisme. La Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Jenny Demers, a donc la mission difficile de défendre le projet ambitieux relatif à la lutte contre le terrorisme au sein de l'Union Européenne.

**Madame, vous défendez une position très décidée et très ambitieuse en ce qui concerne les menaces terroristes et la lutte contre le terrorisme en Europe. Mais déjà la définition de terrorisme constitue un problème – il n'y a pas de définition commune. Pour vous: Le terrorisme, c'est quoi?**

La définition que je supporte est centrée sur l'infraction. Il y a des éléments matériels, et aussi un élément intentionnel. Dans la Directive, c'est l'article 1. C'est la meilleure définition, c'est vraiment très spécifique.

**Selon vous: Quels sont les points importants dans la lutte européenne contre le terrorisme? Quelles fautes l'UE a-t-elle fait dans ce domaine?**

Je ne pense pas qu'elle a fait des fautes, c'est un développement de se baser sur beaucoup de textes du passé. Les points critiques ont été inspirés par les Droits de l'homme. On utilise les outils qu'on a pour réagir le mieux possible pour la protection des citoyens.

**Dans votre directive vous critiquez**

qu'il y a « une myriade de directives dispersées dans le droit de l'Union Européenne ». Mais n'y a-t-il pas le risque d'instaurer un « super-Etat policier » comme le disait le rapporteur Nicolas Jardo, si on crée un véritable parquet européen? Derrière le mot « harmonisation » ne se cache-t-il plutôt une tentative de donner encore plus de pouvoir à l'UE – au détriment des États membres?

Moi, je ne pense pas. Les décideurs au niveau national sont toujours plus importants. Je doute qu'on assiste à la création d'un tel État. Tous ce qui est procédure politique, c'est le domaine des États nationaux. On prend énormément en considération la souveraineté de ces procédures.

**Le débat d'hier a été tendu et a suscité la controverse. L'argument d'une violation des Droits de l'homme a souvent été énoncé en rapport avec votre proposition de directive. Faut-il vraiment limiter les libertés des citoyens européens pour que la lutte contre le terrorisme soit efficace?**

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question à laquelle on puisse offrir une réponse noire ou blanche. Il s'agit plutôt d'un équilibre. Il est certain que les Droits de l'homme sont extrêmement importants. On reconnaît l'importance de la Charte des Droits de l'homme. Il ne s'agit pas de bâillonner les médias. Je pense qu'il y a aucune société qui va prôner la violence pour simplement instaurer une règle. Cela fait part de la liberté: la liberté des uns s'arrête ou le droit des autres commencent. C'est un équilibre européen qu'il faut tenter de trouver avec la directive.



La Haute-Commissaire. Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot.

## Arctique

PAULINE MOLLARD

La région Arctique tend à devenir un enjeu majeur sur le plan mondial : elle est très convoitée notamment car cette région possède d'importantes réserves inexploitées d'hydrocarbures. Les vastes espaces à la fois maritimes et terrestres qui composent le territoire Arctique sont des espaces clés du système climatique de la terre. Mais nous savons qu'en moyenne les températures de l'air dans l'Arctique ont augmenté deux fois plus que la moyenne mondiale. Les populations locales et la faune sont évidemment fragilisées par ce réchauffement climatique entraînant la fonte des glaces. Pour résoudre les problèmes, l'Union européenne doit être le moteur du changement. Toutefois, les locaux ne doivent pas être spectateurs mais plutôt de véritables acteurs des projets qui vont se développer car ils sont les premiers concernés et ceux qui connaissent le mieux la région en question.

Mademoiselle Anne-Christine POU-LIN, Commissaire européenne pour les Affaires maritimes et la Pêche pour cette Specque 2011 nous dévoile ici sa vision des débats du lundi 8 août relatifs à la commission ENVI.

Anne Christine, jeune femme volontaire et très déterminée a remarqué dès le début des débats un manque de cohérence et d'organisation dans la logique des débats : « ils ont tendance à partir dans tous les sens ».

En effet, nous pouvons remarquer un certain manque d'écoute comme en témoigne quelques répétitions d'un eurodéputé à l'autre. En somme, notre commissaire a remarqué des contradictions au sein d'un même parti ! Elle conseille donc aux eurodéputés de travailler plus en profondeur et d'être à l'écoute des autres.

Par ailleurs, comme chacun le sait, le statut d'observatoire permanent que veut l'union au sein du conseil de l'Arctique ne fonctionne pas : il faut donc envisager d'autres possibilités en trouvant des solutions



L'ours seul sur sa banquise  
Le Monde.fr

alternatives. Cependant, ils semblent que certains eurodéputés s'obstinent avec cette solution utopique.

La commissaire tient à rappeler qu'elle est ouverte à de nombreuses propositions, à vous maintenant de proposer des éléments complémentaires. Elle invite chacun à prendre des initiatives à l'aide d'un travail plus en profondeur afin de produire un débat constructif.

D'autre part, l'argument redondant de certains détracteurs consiste à souligner la faible part de la population concernée directement par les problèmes de l'Arctique. Mais cet argument omet que l'Union européenne est un ensemble de pays dont la compétence est globale.

En somme, la fonte des glaces nous concerne tous car au delà de menacer la faune arctique, elle cause la montée des eaux. Or, rappelez-vous que de nombreuses villes européennes pourraient être touchées par la montée des eaux, à commencer par Amsterdam, qui se situe en dessous du niveau de la mer... L'Union Européenne dans son ensemble est donc pleinement concernée par ce sujet.

« Au lieu de vous faire les détracteurs de la commission, proposez plutôt de nouvelles propositions... ! » s'exclame Anne-Christine.

Il n'est plus temps de discuter de la pertinence de la commission sur l'Arctique puisque cette pertinence est certaine ! Il est maintenant venu l'heure de savoir « qu'est ce que l'on fait ? » et non « est-ce qu'on le fait ? ».

## Taxe globale

ÉMILIE BOURGET

Dans un premier débat sur le projet de loi sur la création d'une taxe européenne, de nombreux eurodéputés ont exprimé leur réserve. Joël Deumier, commissaire européen pour la programmation financière et le Budget, cherche à dissiper les doutes de ses pairs sur sa proposition, en clarifiant les zones d'ombre.

« La taxe globale européenne permettrait de consolider le budget de l'Union Européenne, et d'offrir des ressources pérennes à l'UE, afin de relever les défis de la mondialisation », mentionne M. Deumier. Selon le commissaire, l'Union Européenne serait mieux placée, de par son niveau supranational, pour aider l'économie chancelante à se relever. « Le marché, désormais, ne se limite plus au niveau national. Un budget européen fort constituerait un bouclier protégeant de la spéculation sur la dette des États », affirme M. Deumier.

Aux députés qui ont affirmé craindre la délocalisation, le commissaire répond qu'une politique fiscale unifiée empêcherait la délocalisation de pays européens à d'autres, autrement nommé « dumping fiscal ». Certains pays, qui offrent une politique de taxation avantageuse aux entreprises, se trouveront bien sûr pénalisés. Une telle affirmation fait craindre le pire à Mme. Maldonado Holmstrom, porte-parole de la Fédération des Industries et Entreprises Irlandaises (FIEI) : « Une telle mesure pourrait creuser les inégalités entre les pays européens, les plus petits pays verraient leur économie minée ».

M. Deumier affirme toutefois que ces pays pourront tirer leur parti de la taxe européenne, bien qu'il ne démente pas que ces pays requerront un appui de l'UE. « Les états les moins bien lotis se verront attribuer les fonds structurels qui compenseront, au sein de l'Union Européenne, une véritable solidarité doit exister entre les états membres, qui bénéficient



Joël Deumier.

Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot  
tous de l'europanisation des marchés, de la diminution des frais de douane et de l'existence d'une monnaie unique ». Selon le commissaire, l'identité européenne ne doit pas être sélective, ou partielle. « On ne construit pas une Union Européenne à la carte ».

M. Deumier souligne que le poids de cette taxe ne pèsera pas que sur les entreprises européennes : toutes celles qui feront affaire sur le territoire européen devront contribuer à la gagnote.

Quant à l'usage qui sera fait des fonds qui seront recueillis, rien n'est encore clairement établi. « L'important, c'est d'avoir un budget solide, qui confère un réel poids à l'UE et qui permettra d'œuvrer au-delà des intérêts nationaux. Nous envisageons toutefois de réinvestir l'argent acquis en recherche et développement, au soutien des énergies alternatives et au développement durable, afin de créer un cycle vertueux qui engendrera des retombées positives sur de multiples plans, pour toute l'Europe. », explique-t-il.

Le commissaire est conscient que cette nouvelle taxe européenne risque de se faire se hérisser ses compatriotes. Il prévoit, si son projet est accepté, lancer une campagne de sensibilisation pilotée par le directeur général des communications de la commission européenne, afin de rassérer les citoyens européens. Dans une telle entreprise, le commissaire bénéficiera du soutien de l'Association pour une solidarité fiscale européenne (ASFE), qui milite d'ailleurs auprès des parlementaires.

## ACTUALITÉS DE LA CHAMBRE

# Le Chapitre 3, un bazar politico-juridique

CLÉMENCE HALLÉ

La proposition de directive présentée par la commission AFET a été pointée du doigt hier en assemblée plénière. Le président de ladite commission, M. Florian Martin Bariteau, a d'abord exprimé ses positions et ainsi éclairci la question portant sur le Chapitre 3 de la directive, relative à la création d'un Parquet européen compétent en matière de terrorisme.

Un règlement établit des lois sur lesquelles les directives se développent. « Seul un règlement peut instituer une instance au sein de l'Union », nous informe M. Martin Bariteau. Le Parlement européen est ainsi compétent pour demander révision de son texte à la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Jenny Demers.

En prenant ces considérations en compte, Mme la Haute Représentante est ainsi confrontée à un choix double. Le retrait du Chapitre 3 au complet semble difficilement défendable, relevant à la fois de l'abandon politique et de l'admission d'une erreur de fond face aux citoyens européens. Elle a préféré accueillir favorablement la proposition de création d'un règlement instituant le Parquet présenté dans ledit Chapitre.

L'assessorat juridique représenté par Paula Rodriguez-Sanchez sur la question en cause m'a toutefois indiqué les conditions de mise en place d'un règlement, soit décider, à travers une commission créée pour l'occasion s'il est possible d'instituer le Parquet ou non.

D'après ce point de vue, l'admission en assemblée plénière de créer un règlement semble juridiquement peu conforme. Or peut-être que la suspension des débats sur la question du terrorisme le temps de l'établissement de cette commission

pourraient porter préjudice à la simulation. À moins que les parties ne se soient entendues cette nuit sur une solution viable.

L'eurodéputé Jean Sentenac a cependant mis en garde la proposition de création d'un règlement en assemblée plénière, endossant ainsi le rôle de l'opposition. Il nomme « barbarie juridique » le transfert de qualification de directive à règlement. Il cite le TFUE qui permettrait au Conseil seul d'instaurer un Parquet européen pour la « lutte contre la criminalité grave transfrontalière », et rejette ainsi la proposition.

Or l'UE n'a pas de compétences pour régler les affaires touchant au terrorisme, au nom de la souveraineté des États-Membres. A moins d'opérer un travail analogique entre ses compétences dans les domaines financiers pour les appliquer au pénal en consultant la jurisprudence, tel que proposé par Paula Rodriguez-Sanchez, précisant qu'elle doit encore approfondir ces questions. Ces déboires juridiques semblent hasardeux.

Les groupes politiques demandent à être éclaircis sur ces questions techniques pour orienter une position de parti cohérente sur la question du terrorisme.

AFET à suivre.



Nicolas Jadot, rapporteur  
Marie-Alexandre Boutet-Talbot

### Informations utiles pour une commission réussie

La SPECQUE branchée ne tenait pas du mythe. Téléchargez vos formulaires d'amendement sur le site de la SPECQUE, à l'adresse suivante :

<http://share.specque.org/academique>

Vous devez envoyer vos amendements aux adresses de courrier électronique suivantes :

- Commission BUDG :  
[pe.budg.2011@specque.org](mailto:pe.budg.2011@specque.org)  
- Commission AFET :  
[pe.afet.2011@specque.org](mailto:pe.afet.2011@specque.org)

- Commission ENVI :  
[pe.envi.2011@specque.org](mailto:pe.envi.2011@specque.org)

- Commission IMCO :  
[pe.imco.2011@specque.org](mailto:pe.imco.2011@specque.org)

Il vous est demandé de bien vouloir indiquer dans l'objet de votre courrier électronique l'élément concerné. Les fichiers doivent être envoyés au format **Word .doc**.

De même, il vous est demandé de respecter la nomenclature indiquée dans le **Guide de rédaction pour les Nuls** pour vos noms de fichiers (auteur, groupe etc.).

Les amendements peuvent être envoyés y compris pendant les débats en commission.

Pour chaque article, le **temps limite de dépôt sera indiqué par la présidence**. Des **assesseurs juridiques** sont à votre disposition pour toute question concernant vos amendements et leur rédaction.

**Les présidents et secrétaires de commission parlementaire**

## Proverbiale séance en chambre

PAULINE MOLLARD

• Le président souhaite favoriser l'expression de tous les eurodéputés. Afin de les convaincre que l'intervention de chacun est nécessaire, il s'est exclamé : « Si le ridicule nous tuait, je ne serais pas là à parler aujourd'hui ! »

Cette Année, une fois de plus, notre président souhaite que les specquos démantèlent l'expression populaire « là où il y a simulation, il n'y a pas de plaisir... ».

• Mademoiselle Pats souhaite endiguer « l'hémorragie eurosceptique » en faisant de son parti un « antibiotique contre le populisme ». Les eurodéputés actuels sont à ses yeux les pères consolidateurs de l'union européenne, hommes à même de résoudre les maux de l'UE puisque qu'il n'y a « pas de problème, mais seulement des solutions ». Une belle énergie optimiste est en marche...

• Quant aux Verts, Monsieur Larocque a su présenter l'écologie comme « l'économie au service de l'homme ».

Une définition que certains estimeront fort judicieuse, et qui nous invite à repenser l'écologie comme un aspect fondamental du développement de l'Union européenne.

• Mademoiselle Crac-Aubert « La Grèce coule, que dis-je ... !? La Grèce A coulé ! »

Elle évoque aussi une Union Européenne mafieuse pour discréditer la taxe européenne globale et elle s'indigne même de ce « racket européen global » que représenterait cette taxe.

• Sans oublier l'eurodéputé Dimittroff, qui s'est indigné de la guerre incessante que se livrent la droite et la gauche : « A deux mains, on aurait un meilleur demain ».

Il semble que l'appel à une Europe unie est plus que jamais au goût du jour.

# C'EST PARTI POUR UN QUATORZIÈME TOUR

## La plénière en images



Plénière. Mahafidhou Issihaka



Plénière. Mahafidhou Issihaka



Plénière. Mahafidhou Issihaka



Plénière. Marie-Alexandre Boutet-Talbot

## Un premier pas «vert» une SPECQUE conscientisée

**JULIA KORBİK**

Ce qui dérange Chloé Lehmann, Présidente du Comité Exécutif, ce sont les gobelets en plastique. Dans la salle plénière, au fil de la simulation, ils se multiplient, à son désarroi. Mais si tout marche comme elle l'a prévu, l'époque des gobelets de plastique sera bientôt révolue – c'est l'heure de la politique des tasses SPECQUE, l'heure de la politique verte.

Dans un contexte où les Vertes fêtent des succès énormes dans quelques pays européens, où la sensibilité des citoyens pour les sujets environnementaux a augmenté à cause de catastrophes comme Fukushima, les organisateurs de la SPECQUE 2011 n'ont pas hésité à embrasser la cause environnementale.

«La politique verte de la SPECQUE, c'est vraiment un sujet qui me tient au cœur», explique Chloé Lehmann.

«On la voulait déjà mettre en place pour la SPECQUE 2010. Enfin on a réussi de l'instaurer cette année.» Remplacer les gobelets plastique par les tasses, c'est une idée simple mais efficace d'après la Présidente du Comité Exécutif: «Une tasse, c'est un objet utile, on peut la ré-utiliser. On peut même la mettre dans la lave-vaisselle et dans le micro-ondes.»

Il s'agit aussi d'un moyen pratique de communication reconnaît Lehmann: «La tasse est quelque chose qui va rester, quelque chose qui sert beaucoup. Il y a le logo de la SPECQUE 2011 sur les tasses, donc si les eurodéputés les amènent en tant que cadeau à la fin de la simulation, ils auront un beau souvenir. On a toujours la SPECQUE en tête.»

Ce projet engendre certes certains coûts, toutefois il s'intègre dans les dépenses de la SPECQUE, puisque le budget pour ce projet écologique est indiqué dans le budget



La tasse : buvez engagé Par : Mahafidhou Issihaka

général de la SPECQUE. Les tasses ne sont pas le seul moyen de la politique verte de la SPECQUE comme l'explique Chloé Lehmann: «La politique verte, cela veut aussi dire une limitation de la consommation papier, une limitation de l'impression des documents et finalement la mise en place d'une certaine legis-

tique. Ici à Luxembourg, tous les lieux que les eurodéputés fréquentent sont très proches et c'est l'idéal. Nous voulions favoriser les déplacements à pied.»

Chloé Lehmann aimerait introduire encore d'autres outils écologiques pour faire avancer la politique verte specquoise. Cependant, pour le moment, les tasses constituent un premier pas en direction de l'accroissement de la conscience écologique au sein de la SPECQUE.

Et cette conscience écologique est-elle aussi partagée par les eurodéputés? Julie Battut (PPE), membre de la Commission ENVI soutient cette approche: «Tous ce qui touche à la politique d'environnement m'intéresse. C'est pas l'idée de tâter, c'est plus concret.» Pour Justin de Marco (ADLE) par contre les tasses sont plutôt un symbole: «C'est pas le plus grand geste mais d'abord un geste symbolique.»

# LE MOT DE LA RÉDACTRICE-EN-CHEF

## SPECQUetaculaire

par **Émilie BOURGET**

Les eurodéputés se sont extirpés, hier, éblouis et titubants de leur premier jour de simulation. Et pour cause, puisqu'ils en ont eu plein la vue.

Le spectacle s'est d'abord donné sur la scène politique. Les eurodéputés n'ont pas lésiné sur les métaphores imagées et les jeux de mots. Certains nous menant littéralement- en bateau, en eaux troubles. D'autres, changeant à jamais la perception du bon vieux billet de 50 francs. Le discours de la chef du Groupe Europe, Liberté et Démocratie perdurera assurément dans les mémoires comme un coup d'éclat

et un numéro bien rodé qui aura marqué ses partisans comme ses détracteurs. Un tel discours offrira-t-il à l'eurodéputée Grac-Aubert, ainsi qu'à son parti et à ses idées, un capital de sympathie supplémentaire?

Certains autres eurodéputés, à la GUE notamment, se sont risqués à tenter de briller en salissant leurs adversaires, alors que d'autres profitaient de la chose pour mettre de l'avant leur hauteur morale, pour ne pas s'adonner à de telles pratiques.

L'embrassement des propos en grossissait l'éclat, l'emportement des plus radicaux de la droite comme de la gauche ne passaient pas inaperçu. Malgré leur nombre restreint,

leurs membres occupaient amplement leurs sièges, si ce n'est ceux des autres, tant ils ne tarissaient pas de commentaires. Certains députés se sont d'ailleurs pris à déplorer qu'au milieu du verbe coloré et haut, le statut de modéré rime avec les termes « timoré » et « effacé ».

La SPECQUE ne pouvait débiter qu'en grande pompe, par ailleurs. La soirée a donné l'occasion aux députés, rayonnants dans leurs plus beaux atours, de se frotter à plusieurs figures dont la notoriété n'est plus à bâtir, et surtout d'échanger avec ces individus. Le responsable du programme Jeunesse en Action de la Commission européenne au sein de l'agence nationale du Service National de la jeunesse, le dé-

légué général du Québec à Bruxelles, le directeur FM de Ferrero étaient du nombre.

Dans un tel faste, on se serait étonné de ne pas voir certains camarades rougir un peu plus. Les nouveaux eurodéputés ont pu entrevoir hier une autre SPECQUE. Éclatante. Et goûter un peu au luxe et au « glamour » de leur fonction.

Les étoiles du Parlement européen et leurs idées ont lui, hier. Il ne reste plus qu'à souhaiter que cette lueur ne soit pas qu'un feu de paille, ou un mirage. Et qu'elles continuent d'offrir leur éclat à leurs électeurs en oeuvrant pour eux, n'omettant pas que c'est grâce à ces électeurs qu'elles se sont retrouvées là.

## GROGNE FÉMININE

Le groupe Fondation Homme Environnement a manifesté hier son mécontentement quant aux propos considérés comme sexistes tenus dans l'enceinte du parlement européen.

Ce dernier groupe a trouvé inacceptable le jugement de valeur porté par les eurodéputés contre les femmes engagées dans une profession maritime. La représentante du groupe, Mathilde Mailfert s'est attelée à la sensibilisation des eurodéputés au sortir de la séance plénière.

Le déni de l'aspect social du commerce maritime a soulevé un véritable tollé au sein de la Fondation. «Les aspects sociaux sont pourtant à considérer, et ils sont par ailleurs cités dans le texte de la proposition, bien qu'ils aient été éludés», a souligné la porte-parole de la fondation.



Les SPECQUOIS, fébriles, attendaient le discours du Président pour entamer leur première journée de travaux en plénière.

Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

## Nos partenaires

